Jusqu'où ira Macron ?

lundi 15 avril 2024, par Jacques COTTA

Nous vivons un paradoxe pour le moins surprenant :

— D'une part le président de la République **Emmanuel Macron**, son gouvernement et sa majorité sont ultra minoritaires dans le pays.

— D'autre part jamais une politique aussi agressive et violente dans tous les domaines de la vie courante n'a été engagée contre le peuple français.

Là où on aurait pu croire que l'exécutif privilégierait la discrétion pour passer en douceur, il affiche son arrogance désignant par exemple les **chômeurs** comme responsables du déficit et comme cible privilégiée pour réaliser des économies.

Derrière l'indemnisation chômage qui concerne des millions de citoyens, se trouve l'ensemble des allocations passées au crible, rognées, réduites au détriment de ceux qui en ont le plus besoin. Et en fin de course, c'est la **sécurité sociale** elle-même qui se trouve dans le collimateur, le droit et la possibilité de se soigner la encore pour des millions et millions de français.

Dés lors, une seule question se pose : Comment Macron peut-il opérer de la sorte ? Où trouve t'il les forces et les moyens pour imposer ses vues, celles qui défendent les intérêts du capital financier, à toute la société ?

Comment peut-il aujourd'hui affronter **le statut de la fonction publique,** les bases mêmes des fondations de l'état ? Comment peut-il simplement, benoitement annoncer par ministre interposé sa volonté de licencier les fonctionnaires ? Lesquels d'ailleurs ? Les policiers ? Les enseignants ? Les hospitaliers ? Les fonctionnaires d'état, de la fonction publique, des collectivités ? Comment peut-il annoncer ainsi son objectif de détruire la Nation, tout simplement ?

La timidité des réactions s'opposant à une telle orientation est une réponse en soi.

La force de Macron réside dans son opposition, dans ses oppositions plus exactement. En réalité sa politique ne choque que dans les discours. Pour le reste tout le monde semble d'accord avec son orientation générale, au point de jouer le jeu des institutions en se montrant plus préoccupé par l'échéance électorale européenne que par la vie quotidienne des français.

— Pour le RN, il s'agit de s'affirmer dans les européennes comme la première force politique du pays, plus que d'affronter la nature de l'Europe dont il n'est pas plus question de sortir que de remettre en cause l'euro et les institutions. Le RN réussira sans doute son pari, apparaissant comme le vote possible pour exprimer le rejet de l'UE qu'il se propose pourtant de respecter.

— Pour LFI, la course se joue avec **Glucksmann**, le candidat socialiste, pour savoir qui sortira vainqueur à gauche en ne représentant qu'une force marginale réduite à sa plus simple expression. Et là encore en respectant le cadre qui nie la souveraineté nationale et la nation elle-même.

L'Union européenne représente aux yeux du président de la République l'institution indispensable à la destruction de la nation et à la confiscation de la souveraineté populaire au profit de ce qu'il nomme « la souveraineté européenne ». Tout le monde accepte ce cadre.

L'Union européenne, à la veille des élections au parlement, se révèle être l'obsession générale de toutes les forces politiques françaises, qui chacune à sa façon se propose soit d'appuyer la politique qui y est dictée, soit de la modifier de l'intérieur, comme si l'expérience Tsipras n'avait jamais existé.

Alexis Tsipras, véritable catastrophe pour le peuple grec, a au moins eu le mérite d'avoir démontré grandeur nature que l'Union européenne est irréformable de l'intérieur. Quelle autre solution dés lors que d'en sortir au plus vite pour recouvrer sa propre souveraineté ?

Jacques Cotta
Le 15 avril 2024